



**MAYENNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL  
N°53-2024-006

PUBLIÉ LE 12 JANVIER 2024

# Sommaire

## **Bureau de l'ordre public et de la sécurité intérieure /**

53-2024-01-11-00001 - Arrêté portant interdiction temporaire des rassemblements festifs à caractère musical de type teknival, rave-party ou free-party dans le département de la Mayenne (2 pages)

Page 3

## **Groupement de gendarmerie départementale de la Mayenne /**

53-2024-01-12-00001 - 20240112\_N° 1143\_Décision portant subdélégation de signature au bénéfice d'officiers de gendarmerie du groupement de la Mayenne (4 pages)

Page 6

Bureau de l'ordre public et de la sécurité  
intérieure

53-2024-01-11-00001

Arrêté portant interdiction temporaire des  
rassemblements festifs à caractère musical de  
type teknival, rave-party ou free-party dans le  
département de la Mayenne



**Arrêté préfectoral n°2024-006-BOPSI du 11 janvier 2024  
portant interdiction temporaire des rassemblements festifs à caractère musical de type  
teknival, rave-party ou free-party dans le département de la Mayenne**

**La préfète de la Mayenne,  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,**

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L.2215-1 ;

Vu le code de la sécurité intérieure et notamment ses articles L.211-5 à L.211-8, L.211-15, R.211-2 à R.211-9 et R.211-27 à R. 211-30 ;

Vu le code pénal et notamment ses articles 431-3 et 431-9, alinéas 1 et 2 ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 portant nomination de Mme Marie-Aimée GASPARI, préfète de la Mayenne ;

Considérant qu'un rassemblement festif à caractère musical non déclaré au préalable est susceptible de se dérouler dans le département de la Mayenne entre le vendredi 12 janvier et le lundi 15 janvier 2024 ;

Considérant qu'aucune déclaration préalable n'a été déposée à ce jour auprès des services de la préfecture de la Mayenne, précisant le nombre prévisible de participants ainsi que les mesures envisagées par l'organisateur pour garantir la sécurité, la salubrité, l'hygiène et la tranquillité publiques conformément à l'obligation de respecter le délai d'un mois avant la date prévue de la manifestation ;

Considérant qu'en application des dispositions de l'article L. 211-5 du code de la sécurité intérieure, ce type de rassemblement est soumis à l'obligation de déclaration préalable auprès du préfet de département et que l'organisation d'une manifestation non déclarée est un délit prévu par l'article 431-9 du code pénal ;

Considérant que lors des derniers rassemblements festifs de type teknival, rave-party ou free-party sans autorisation préalable, et notamment les 18 mars, 30 avril, 27 mai, 25 juin, 27 août 2023 et 9 décembre 2023, plusieurs infractions ont été constatées telles que des conduites sous l'empire d'un état alcoolique, des conduites sous stupéfiants et des usages de stupéfiants ;

Considérant que la nature et les conditions d'organisation de ces rassemblements sont de nature à provoquer des troubles graves à l'ordre et à la tranquillité publics ;

Considérant l'élévation du niveau Vigipirate le 13 octobre 2023 à son niveau « Urgence attentat » ;

Considérant par ailleurs que ce type d'événement nécessite l'engagement de moyens humains et d'équipements afin d'assurer la sécurité publique, soit au minimum 30 effectifs et un dispositif anti-stupéfiants avec chien, de jour comme de nuit, pendant toute sa durée ; que les forces de sécurité sont en nombre insuffisant pour assurer la sécurité d'un tel événement non déclaré entre le vendredi 12 janvier et le lundi 15 janvier 2024, notamment en raison de leur forte mobilisation pour prévenir les atteintes aux personnes et en particulier les violences intrafamiliales qui ont augmenté de manière significative en 2023 dans le département, ainsi que pour assurer la sécurité des événements déclarés se déroulant dans le

département au cours de ce week-end ; que les moyens appropriés de lutte contre l'incendie et le secours aux personnes notamment, ainsi qu'en matière de sécurité sanitaire et routière ne peuvent être réunis ;

Considérant en outre, l'urgence à prévenir les risques d'atteinte à l'ordre et à la tranquillité publics et les pouvoirs de police administrative générale que le préfet tient des dispositions de l'article L. 2215-1 susvisé du code général des collectivités territoriales ;

Sur la proposition du directeur de cabinet,

## Arrête

**Article 1<sup>er</sup>** : Les rassemblements festifs à caractère musical répondant à l'ensemble des caractéristiques énoncées à l'article R. 211-2 du code de la sécurité intérieure, autres que ceux légalement déclarés ou autorisés, sont interdits sur l'ensemble du territoire de la Mayenne du vendredi 12 janvier à partir de 18h00 et jusqu'au lundi 15 janvier 2024 à 8h00.

**Article 2** : La circulation de tout véhicule transportant du matériel « sound system » susceptible d'être utilisé pour une manifestation non autorisée est interdite sur l'ensemble des réseaux routiers du département de la Mayenne durant la même période.

**Article 3** : L'installation de matériel « sound system » dans le cadre d'un rassemblement festif à caractère musical non déclaré est interdite sur l'ensemble du territoire de la Mayenne du vendredi 12 janvier à partir de 18h00 et jusqu'au lundi 15 janvier 2024 à 8h00.

**Article 4** : Toute infraction au présent arrêté est passible de sanctions prévues par l'article R. 211-27 du code de la sécurité intérieure et peut donner lieu à la saisie du matériel en vue de sa confiscation par le tribunal judiciaire.

**Article 5** : Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs des services de l'État de la Mayenne ainsi que sur le site [www.mayenne.gouv.fr](http://www.mayenne.gouv.fr).

**Article 6** : Monsieur le directeur de cabinet, Madame la sous-préfète de l'arrondissement de Château-Gontier, M. le sous-préfet de l'arrondissement de Laval, M. le sous-préfet de l'arrondissement de Mayenne, le commandant du groupement de gendarmerie de la Mayenne, le directeur départemental de la police nationale, Mesdames et Messieurs les maires du département sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.



### Voies et délais de recours :

Dans les deux mois à compter de la notification de la présente décision les recours suivants peuvent être introduits :

- un **recours gracieux**, adressé auprès de la préfète de la Mayenne – 46, rue Mazagran – CS 91507 – 53015 Laval,
- un **recours hiérarchique**, adressé à : Ministre de l'Intérieur et des Outre-Mer – Direction des libertés publiques et des affaires juridiques – Place Beauvau – 75800 Paris cedex 08,
- un **recours contentieux**, adressé au président du tribunal administratif de Nantes – 6, allée de l'île-Gloriette – BP 24111 – 44041 Nantes cedex 01. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2<sup>e</sup> mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2<sup>e</sup> mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).

46 rue Mazagran, CS 91 507 53015 LAVAL Cedex  
Standard : 02 43 01 50 00  
[www.mayenne.gouv.fr](http://www.mayenne.gouv.fr) [www.service-public.fr](http://www.service-public.fr)

Groupement de gendarmerie départementale  
de la Mayenne

53-2024-01-12-00001

20240112\_N° 1143\_Décision portant  
subdélégation de signature au bénéfice  
d'officiers de gendarmerie du groupement de la  
Mayenne



## DÉCISION

portant subdélégation de signature  
au bénéfice d'officiers de gendarmerie  
du groupement de la Mayenne

Le **colonel Pierre-Yves LE TRONG**  
commandant le groupement de gendarmerie départementale de la Mayenne,

- Vu** l'arrêté de Madame la Préfète de la Mayenne en date du **14 février 2023** donnant délégation de signature au **colonel Pierre-Yves LE TRONG**, commandant le groupement de gendarmerie départementale de la Mayenne, pour les décisions d'immobilisation administrative provisoire et de mise en fourrière d'un véhicule pour la zone gendarmerie du département de la Mayenne,
- Vu** les dispositions de l'article 4 dudit arrêté,

## DÉCIDE

### Article 1<sup>er</sup>

En cas d'empêchement du **colonel Pierre-Yves LE TRONG**, commandant le groupement de gendarmerie départementale de la Mayenne, la subdélégation de signature est donnée :

**Groupement de Gendarmerie Départementale  
de la Mayenne**

61 allée des Français Libres  
53013 Laval cedex

Standard : 02 43 59 57 10

[ggd53@gendarmerie.interieur.gouv.fr](mailto:ggd53@gendarmerie.interieur.gouv.fr)

au **lieutenant-colonel Bertrand ALEXANDRE**, commandant en second le groupement de gendarmerie départementale de la Mayenne,

au **chef d'escadron Ludovic PILLOUD**, adjoint au commandant de groupement de gendarmerie départementale de la Mayenne,

au **chef d'escadron Arnaud PRENVEILLE**, adjoint au commandant de groupement de gendarmerie départementale de la Mayenne,

au **capitaine Simon JOSÉ**, adjoint au commandant de groupement de gendarmerie départementale de la Mayenne,

au **capitaine Thierry SCUDELLARO**, commandant l'escadron départemental de sécurité routière de la Mayenne,

au **capitaine Jérôme AVRILLON**, commandant en second l'escadron départemental de sécurité routière de la Mayenne,

à l'effet de signer, les décisions d'immobilisation administrative provisoire et de mise en fourrière d'un véhicule pour la zone gendarmerie du département de la Mayenne.

## **Article 2**

Cette décision perd de plein droit sa validité le jour où le délégant et les délégataires quittent leurs fonctions respectives.

## **Article 3**

Cette décision est publiée au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de la Mayenne.

## **Article 4**

La signature, le grade, le prénom et le nom ainsi que la fonction du délégataire devront être précédés de la mention suivante : « pour la préfète et par délégation ».



## **Article 5**

La décision n° 18265/GEND/RGPL/GGD53/SC en date du 28 juillet 2023 portant délégation de signature au bénéfice d'officiers de gendarmerie du groupement de la Mayenne et toutes les dispositions sont abrogées.

Le colonel Pierre-Yves LE TRONG,  
commandant le groupement de gendarmerie  
départementale de la Mayenne



### **DESTINATAIRES :**

#### **Pour information**

- Madame la préfète de la Mayenne à LAVAL.

#### **Pour action**

- Lieutenant-colonel Bertrand ALEXANDRE, commandant en second le groupement de gendarmerie départementale de la Mayenne ;
- Chef d'escadron Ludovic PILLOUD, adjoint au commandant de groupement de gendarmerie départementale de la Mayenne ;
- Chef d'escadron Arnaud PRENVEILLE, adjoint au commandant de groupement de gendarmerie départementale de la Mayenne ;
- Capitaine Simon JOSÉ, adjoint au commandant de groupement de gendarmerie départementale de la Mayenne ;
- Capitaine Thierry SCUDELLARO, commandant l'escadron départemental de sécurité routière de la Mayenne ;
- Capitaine Jérôme AVRILLON, commandant en second l'escadron départemental de sécurité routière de la Mayenne.

